

savons qui est du côté des multinationales: le premier ministre de l'Alberta, le parti conservateur du Canada et celui de la Saskatchewan. Ils veulent imposer le même prix que l'OPEP. Ils parlent des dangers de la séparation, et en même temps, ils en sèment les germes.

Vous pouvez choisir d'être avec eux ou contre eux. La position que nous prenons est dans l'intérêt du propriétaire, du pensionné, de l'automobiliste, de l'agriculteur, de l'homme d'affaires et du camionneur; et il y a d'autres Canadiens intéressés par la politique que notre gouvernement a proposée, et qui sont tout prêts à l'appuyer.

Lors d'une des premières réunions du cabinet, il a été proposé de donner la chance aux Canadiens, dans une large mesure, d'investir dans l'industrie pétrolière au Canada. L'idée que j'avais proposée était d'essayer, dans la mesure du possible, d'inciter les grandes coopératives canadiennes à investir dans l'industrie pétrolière canadienne. Après avoir formulé cette proposition, j'ai eu l'honneur et le plaisir de voyager en compagnie d'un Canadien renommé, M. Jim Coutts, en retournant en Saskatchewan, ma province d'origine. Au siège social des Coopératives fédérées, nous avons parlé à leurs dirigeants de la nécessité et du désir des coopératives de se lancer dans des activités d'exploitation énergétique. Notre proposition a reçu bon accueil. Puis nous avons abordé les mêmes questions avec le conseil d'administration du Syndicat du blé de la Saskatchewan et ses cadres supérieurs. Là aussi, notre idée a été bien accueillie et a reçu un fort appui. Nous nous sommes alors adressés au siège social des caisses de crédit de la Saskatchewan, et j'aimerais signaler aux honorables sénateurs que les caisses de crédit en Saskatchewan encaissent 40 p. 100 de tous les chèques qui passent par le système bancaire dans cette province, de sorte que si toutes les caisses de crédit s'appelaient banques, elles représenteraient la plus grosse banque de la province.

Lorsque nous avons parlé de cet investissement à chacune de ces trois institutions financières importantes, puissantes et représentatives, elles se sont montrées très impatientes d'agir dans ce sens. Elles ont parlé de canadienisation. Elles ont parlé de travailler avec le gouvernement fédéral et de leur participation à la réalisation d'un Canada uni. Elles ont parlé également de travailler avec les caisses populaires Desjardins du Québec, et les caisses de crédit d'un bout à l'autre du pays. Il y a eu d'autres réunions depuis lors, et je suis heureux de voir que George May, président national des caisses de crédit du Canada, dans son bureau de Toronto, accorde un appui enthousiaste et sans réserve à la proposition concernant les investissements des coopératives dans l'industrie pétrolière.

N'allez pas croire que ce mouvement n'est pas fort ou qu'il n'est pas largement représenté. Je signale que les Coopératives fédérées sont un organisme de l'Ouest canadien, qui compte 850,000 membres. L'an dernier, elles ont fait un chiffre d'affaires de plus de 1 milliard de dollars. Le Syndicat du blé de la Saskatchewan représente pratiquement tous les agriculteurs de cette province et je crois qu'en termes de chiffres d'affaires, elle se classe au dixième rang au Canada. C'est donc une entreprise importante, une coopérative prospère qui regroupe des agriculteurs et des producteurs que la question intéresse.

Lorsque le premier ministre est venu en Saskatchewan, nous avons demandé aux coopératives si leurs membres aimeraient

participer à la soirée, partager le banquet et entendre l'allocution du premier ministre. Ils sont venus en très grand nombre. A elle seule, les coopératives fédérées ont invité tous les membres de leurs conseils d'administration, de Thunder Bay à l'Île de Vancouver, et ils sont tous venus. Les représentants du Syndicat du blé avaient aussi répondu à l'appel, tout comme ceux des coopératives de crédit, M. George May et d'autres encore. Ils ont écouté le premier ministre. Ils ont eu aussi l'occasion de s'entretenir avec lui ainsi qu'avec d'autres personnalités, le lendemain, lors d'une réunion qui a duré une heure. Ce fut une réunion amicale. Le premier ministre comprend le mouvement coopératif. Il a dit qu'après avoir terminé ses études collégiales, il s'est acheté une motocyclette avec laquelle il s'est rendu jusqu'en Nouvelle-Écosse et au Cap-Breton pour s'entretenir avec le père Coady, l'un des pionniers du mouvement coopératif et l'un des grands hommes de sa génération. Le premier ministre comprend donc les principes sous-jacents au mouvement coopératif.

Dans le cadre de cette réunion, on a discuté non seulement du fait qu'il était souhaitable que les coopératives investissent fortement dans l'industrie pétrolière canadienne, mais aussi d'unité nationale et de travail collectif. Ces membres du mouvement coopératif de l'Ouest, dont certains sont francophones et d'autres bilingues, ont exprimé l'avis que les occasions se multiplient de travailler de concert avec leurs homologues de la province de Québec à une entreprise canadienne commune, une entreprise d'unification.

N'oublions pas que le mouvement coopératif compte un nombre considérable de membres. Carl Nickle vient de Calgary et il fait les manchettes nationales; mais ce qui m'importe le plus, ce n'est pas que Carl Nickle vienne de Calgary, c'est le fait que Calgary soit doté du mouvement coopératif le plus florissant au Canada aujourd'hui. Les Coopératives fédérées comptent 100,000 membres dans cette seule ville et leurs représentants se sont rendus à Regina pour entendre le premier ministre. Ils sont pleins d'enthousiasme et tiennent à faire quelque chose pour la canadienisation et le Canada.

Les coopératives et caisses de crédit du Canada comptent de 9 à 10 millions de membres; elles en compteront bientôt 10 millions; elles ont des avoirs de 40 milliards de dollars. Elles veulent travailler avec le gouvernement fédéral et Petro-Canada.

A mon avis, la politique énergétique nationale proposée par le gouvernement fédéral est sage, réaliste, originale et elle est un défi pour les Canadiens. Je sens que les coopératives veulent relever ce défi, qu'elles sont prêtes, de concert avec le gouvernement fédéral et Petro-Canada, à jouer un rôle dans la canadienisation de l'industrie pétrolière. Pour ce qui est des coopératives elles disent: «Nous espérons que ce soit là seulement une première entreprise et que d'autres suivront».

A mon sens, un des phénomènes les plus merveilleux qui se soient produits au Canada ces dernières années, c'est que des centaines de milliers, sinon des millions de Canadiens, disposent de sommes considérables, lesquelles mises en commun, constitueraient un investissement énorme. J'ai l'impression que le gouvernement est dans la bonne voie. Nous allons entrer dans une ère passionnante et le programme énergétique national, sous sa forme actuelle, sera un important facteur d'unification au Canada.